



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Budget de la France

Question au Gouvernement n° 362

Texte de la question

BUDGET DE LA FRANCE

Mme la présidente . La parole est à M. Aurélien Le Coq.

M. Aurélien Le Coq . Ces dernières heures, macronistes et socialistes répètent en cadence qu'il faut un budget à la France, en essayant de répandre la panique dans le pays. Pourquoi de tels mensonges ? La France a déjà un budget ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP. – Exclamations sur quelques bancs du groupe EPR.*) Oui, la France a un budget. Depuis l'adoption de la loi spéciale, c'est le budget de l'année 2024 qui s'applique et la totalité de ses crédits peut être utilisée dès maintenant ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Thibault Bazin . La loi spéciale n'est pas un budget ! Tu n'as rien compris !

M. Aurélien Le Coq . Pourquoi une telle manipulation ? Ne serait-ce pas plutôt pour éviter la censure à tout prix, garder vos places et poursuivre votre politique au service des plus riches ?

M. Nicolas Forissier . On a trouvé un expert !

M. Aurélien Le Coq . Mais il y a pire que vos mensonges ! Vous organisez un véritable sabotage de l'appareil d'État ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Vous avez décidé de mettre l'État au chômage technique, afin de réaliser votre odieux chantage !

M. Thibault Bazin . N'importe quoi !

M. Aurélien Le Coq . En effet, comment votre manœuvre fonctionne-t-elle ? Vous paralysez l'État, en empêchant les fonctionnaires d'utiliser l'argent qui est disponible depuis le vote de l'Assemblée nationale ! Vous imposez, depuis le 1er janvier, un budget d'austérité qui n'a pas été voté ! Il s'agit d'un nouveau coup de force démocratique, d'un nouvel abus de pouvoir ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Sylvain Maillard . C'est d'une nullité ! On peut s'opposer sans dire n'importe quoi !

M. Thibault Bazin . C'est caricatural !

M. Aurélien Le Coq . Et qui en paie le prix ? Les Français ! Vous sacrifiez les services civiques, grâce à une circulaire qui empêche la signature de tout nouveau contrat, alors que les crédits existent !

M. Ugo Bernalicis. Eh oui !

M. Aurélien Le Coq. Vous sacrifiez les lycées, en empêchant les proviseurs d'accéder au pass culture, alors que les crédits existent ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Il en va de même pour les collectivités locales qui attendent leurs dotations, pour les associations qui attendent leurs subventions, ou encore pour les universités qui attendent de connaître leur budget. Pourtant, les crédits existent pour tout cela ! Vous organisez sciemment le chaos : c'est vous qui désorganisez l'État et non pas la censure ! (Mêmes mouvements.)

Le budget qui s'applique actuellement est meilleur que le projet de loi de finances proposé par M. Bayrou ! Si la censure était adoptée, reconnaissez, madame la ministre chargée des comptes publics, que 9 milliards d'euros supplémentaires seraient disponibles pour les services publics ! (*Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics . Dans quel monde vivez-vous, monsieur le député ? (*Protestations sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem.*)

M. Pierre Cordier . M. Le Coq habite à Villeneuve-Saint-Georges !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Dans quel monde vivent M. Coquerel, qui qualifie le compromis que nous mettons sur la table de « chantage », et M. Mélenchon, qui considère les auteurs de ce compromis comme des coupables ? (*Exclamations continues sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Nous ne vivons pas dans le même ! Vous vivez dans un monde enchanté, un monde d'enfumage où l'on peut faire croire aux Français qu'un pays comme le nôtre peut vivre sans budget.

Je veux souligner que la loi spéciale n'est pas un budget mais un régime de service minimum - je parle sous l'autorité du premier ministre (*Mêmes mouvements.*)

M. Laurent Croizier . Revoyez vos dossiers !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Dans le pays qui est le nôtre, les patrons de PME ne savent pas où ils vont (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*), les agriculteurs ignorent quel soutien leur sera apporté et 18 millions de Français verraient leurs impôts augmenter en l'absence de budget.

M. Thibault Bazin . Elle a raison !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Dans le monde où vous vivez, bloquer le pays ne serait qu'une péripétie politique. Dans le monde où nous vivons, bloquer le pays est un acte irresponsable :...

M. Ugo Bernalicis . C'est vous qui bloquez le pays avec vos circulaires scandaleuses ! Retirez-les !

Mme Amélie de Montchalin, ministrec'est faire croire aux Français que nous pouvons agir sans cadre. D'après la Constitution, la loi spéciale est un cadre minimum, qui n'autorise ni les nouvelles subventions,...

M. Ugo Bernalicis . C'est faux !

Mme Amélie de Montchalin, ministreni les nouveaux investissements.

M. Ugo Bernalicis . Ce n'est marqué nulle part ! Vous inventez !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Avec la loi spéciale, les engagements des lois de programmation des

ministères de la défense, de l'intérieur et de la justice ne peuvent être tenus ! (*Approbation sur les bancs du groupe EPR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Un député du groupe DR . C'est la vérité !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Les Français veulent vivre dans un pays où nous pouvons nous opposer les uns aux autres sans tout bloquer (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP*) et où on leur donne de la prévisibilité pour s'engager.

Mme la présidente. Merci, madame la ministre !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Nous ne vivons pas dans le même monde, monsieur le député. Une chose est sûre : pour ce qui nous concerne, le monde dans lequel nous voulons vivre est celui du compromis responsable. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Aurélien Le Coq](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 362

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 février 2025